

RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:
Regional Manager/Real Property
Contracting/PWGSC
Ontario Region, Tendering Office
12th Floor, 4900 Yonge Street
Toronto, Ontario
M2N 6A6
Ontario

SOLICITATION AMENDMENT MODIFICATION DE L'INVITATION

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Solicitation remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address
**Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur**

Issuing Office - Bureau de distribution
Regional Manager/Real Property Contracting/PWGSC
Ontario Region, Tendering Office
12th Floor, 4900 Yonge Street
Toronto, Ontario
M2N 6A6
Ontario

Title - Sujet 450 SSS Re-survey	
Solicitation No. - N° de l'invitation EQ447-130640/A	Amendment No. - N° modif. 004
Client Reference No. - N° de référence du client R.023276.307	Date 2012-09-18
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$PWL-035-1727	
File No. - N° de dossier PWL-2-35057 (035)	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2012-09-25	Time Zone Fuseau horaire Eastern Daylight Saving Time EDT
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input checked="" type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Woodhall, Lauren	Buyer Id - Id de l'acheteur pwl035
Telephone No. - N° de téléphone (416) 512-5873 ()	FAX No. - N° de FAX (416) 512-5862
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: PWGSC-TPSGC Port Hope Port Hope, ON L1A 3S4	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

Modification n° 003 à la demande de propositions

La présente modification vise à répondre aux questions posées par les soumissionnaires et à apporter des changements au calendrier, au formulaire de proposition de prix et à certaines sections de l'ET.

SUPPRIMER :

De la section 6.13 de l'ET

CALENDRIER

La période estimative d'achèvement de ces travaux est de neuf mois à compter de l'attribution du marché. Les travaux devraient commencer à l'automne 2012 et se terminer en mai 2013. L'entrepreneur doit se conformer au calendrier de projet convenu avec le gestionnaire de projet de TPSGC au début du projet. Le calendrier sera fourni en formats Primavera P6 et PDF. Le calendrier de projet se conformera aux dates-jalons suivantes pour ce projet :

Réunion de démarrage	Une semaine après l'attribution du marché
Présentation de tous les plans visés par la section 6.10 (articles 1 à 10)	Trois semaines après l'attribution du marché
Début des travaux sur le terrain	Trois semaines après l'attribution du marché
Achèvement des travaux de nouveaux contrôles radiologiques	Douze semaines après le début du travail sur le terrain
Début des mesures de radon d'hiver sur le terrain	Le 3 décembre 2012
Achèvement des travaux sur le terrain de mesure du radon d'hiver (si les résultats des mesures du radon d'hiver justifient des travaux supplémentaires, l'entrepreneur présentera un plan de travail et un calendrier)	Huit semaines à compter du début des travaux sur le terrain de mesure du radon d'hiver
Achèvement des ébauches de rapport de nouveaux contrôles radiologiques des propriétés et des rapports de délimitation	Quatre semaines après la fin des travaux sur le terrain de mesure du radon d'hiver
Achèvement de la version finale des rapports de nouveaux contrôles radiologiques des propriétés et des rapports de délimitation	Trois semaines après la réception des commentaires sur les ébauches de rapport
Achèvement de l'ébauche du rapport de projet sommaire, incluant les leçons retenues, et des estimations des coûts de remise en état	Deux semaines après avoir achevé des rapports de nouveaux contrôles radiologiques des propriétés et les rapports de délimitation
Achèvement de la version finale du rapport de projet sommaire, incluant les leçons retenues, et des estimations des coûts de remise en état	Deux semaines après la réception des commentaires sur l'ébauche de rapport
Réunion finale de récapitulation du projet	Deux semaines après avoir achevé le rapport final

INSÉRER:

La période estimative d'achèvement des travaux est de 42 semaines à compter de l'attribution du marché. Les travaux devraient commencer à l'automne 2012. L'entrepreneur doit se conformer au calendrier de projet convenu avec le gestionnaire de projet de TPSGC au début du projet. Le calendrier de projet se conformera aux dates-jalons suivantes pour ce projet.

Réunion de démarrage	Une semaine après l'attribution du marché
Présentation de tous les plans visés par la section 6.10 (articles 1 à 10)	Quatre semaines après l'attribution du marché
Examen et approbation de tous les plans par EACL et TPSGC	Six semaines après l'attribution du marché
Début des travaux sur le terrain de balayage gamma extérieur (le plan de RP n'est pas requis pour ces travaux)	Six semaines après l'attribution du marché
Début des travaux restants sur le terrain	Huit semaines après l'attribution du marché
Achèvement des travaux de nouveaux contrôles radiologiques	24 semaines après l'attribution du marché
Début des mesures de radon d'hiver sur le terrain	Le 17 décembre 2012
Achèvement des travaux sur le terrain de mesure du radon d'hiver (si les résultats des mesures du radon d'hiver justifient des travaux supplémentaires, l'entrepreneur présentera un plan de travail et un calendrier)	12 semaines après le début des travaux de mesure du radon sur le terrain (l'installation doit être terminée au plus tard le 18 février 2013)
Achèvement des ébauches de rapport de nouveaux contrôles radiologiques des propriétés et des rapports de délimitation	29 semaines après l'attribution du marché
Examen des ébauches de rapport par EACL et TPSGC	32 semaines après l'attribution du marché
Achèvement de la version finale des rapports de nouveaux contrôles radiologiques des propriétés et des rapports de délimitation	35 semaines après l'attribution du marché
Achèvement de l'ébauche du rapport de projet sommaire, incluant les leçons retenues, et des estimations des coûts de remise en état	37 semaines après l'attribution du marché
Achèvement de la version finale du rapport de projet sommaire, incluant les leçons retenues, et des estimations des coûts de remise en état	39 semaines après l'attribution du marché
Réunion finale de récapitulation du projet	42 semaines après l'attribution du marché

SUPPRIMER :

À la section 6.6.1.2, 14^e paragraphe

L'analyse d'échantillon pour les quatre paramètres caractéristiques devrait être confiée à un laboratoire accrédité par la Canadian Association for Laboratory Accreditation Inc. (CALA) et possédant la capacité d'exécuter des essais spécialisés de radioactivité. L'analyse devrait être réalisée par spectromètre ICP pour les métaux et par spectroscopie gamma pour les composantes radiologiques. Le protocole d'étiquetage des échantillons sera communiqué à l'entrepreneur. Une fois les analyses requises effectuées, les échantillons individuels utilisés devraient être transportés du laboratoire et stockés aux bureaux d'EACL à Port Hope pour référence ou essais futurs, s'il y a lieu..

INSÉRER :

L'analyse d'échantillon pour les quatre paramètres caractéristiques devrait être confiée à un laboratoire accrédité par la Canadian Association for Laboratory Accreditation Inc. (CALA) ou par le Conseil canadien des normes (CCN) et possédant la capacité d'exécuter des essais spécialisés de radioactivité. L'analyse devrait être réalisée par spectromètre ICP pour les métaux et par spectroscopie gamma pour les composantes radiologiques. Le protocole d'étiquetage des échantillons sera communiqué à l'entrepreneur. Une fois les analyses requises effectuées, les échantillons individuels utilisés devraient être transportés du laboratoire et stockés aux bureaux d'EACL à Port Hope pour référence ou essais futurs, s'il y a lieu..

SUPPRIMER :

Tableau 3: Sommaire des tâches principales, des éléments livrables et des responsabilités

Tâches principales/éléments livrables	Responsabilité	
	EACL/TPSGC	
	Entrepreneur	
Approbation de la portée, budget et calendrier	X	
Approbatons municipales et réglementaires	X	X
Surveillance du projet	X	
Portée technique des travaux	X	
Approbation des plans des conseillers pour les nouveaux contrôles radiologiques de petits sites	X	
Gestion et documentation du marché	X	
Gestion de projet	X	
PNE		X
Plan d'assurance de la qualité		X
Plan de communications	X	X

Calendrier du projet		X
Ordre du jour et compte rendu des réunions		X
Plan détaillé d'inspection des sites		X
Plan de travail du projet		X
Plan de santé et sécurité		X
Plan de radioprotection		X
Plan de formation		X
Plan de gestion et de protection de l'environnement		X
Plan d'urgence		X
Plan de sûreté		X
Nouveaux contrôles radiologiques sur le terrain (propriétés)		X
Délimitation de la contamination		X
Vérification de la conformité aux CN IRPH		X
Gestion des données		X
Lettres de conformité ou non-conformité		X
Rapport d'état d'avancement des travaux de routine pour l'équipe de projet		X
Estimation des coûts de remise en état pour chaque propriété		X
Rapports finals sur les propriétés		X
Rapport sommaire final avec leçons retenues		X

INSÉRER :

Tableau 3: Sommaire des tâches principales, des éléments livrables et des responsabilités

	Responsable
Tâches principales/éléments livrables	EACL/TPSGC

	Entrepreneur	
Approbation de la portée, budget et calendrier	X	
Approbations municipales et réglementaires	X	X
Surveillance du projet	X	
Portée technique des travaux	X	
Approbation des plans des conseillers pour les nouveaux contrôles radiologiques de petits sites	X	
Gestion de projet	X	
Gestion et documentation du marché	X	
PNE		X
Plan d'assurance de la qualité		X
Plan de communications	X	X
Calendrier du projet		X
Ordre du jour et compte rendu des réunions		X
Plan détaillé d'inspection des sites		X
Plan de santé et sécurité		X
Plan de radioprotection		X
Plan de formation		X
Plan de gestion et de protection de l'environnement		X
Plan d'urgence		X
Plan de sûreté		X
Nouveaux contrôles radiologiques sur le terrain (propriétés)		X
Délimitation de la contamination		X
Vérification de la conformité aux CN IRPH		X
Gestion des données		X
Lettres de conformité ou non-conformité		X

Solicitation No. - N° de l'invitation

EQ447-130640/A

Client Ref. No. - N° de réf. du client

R.023276.307

Amd. No. - N° de la modif.

004

File No. - N° du dossier

PWL-2-35057

Buyer ID - Id de l'acheteur

pw1035

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

Rapport d'état d'avancement des travaux de routine pour l'équipe de projet		X
Estimation des coûts de remise en état pour chaque propriété		X
Rapports finals sur les propriétés		X
Rapport sommaire final avec leçons retenues		X

SUPPRIMER :

Le FORMULAIRE DE PROPOSITION DE PRIX dans son intégralité.

INSÉRER :

FORMULAIRE DE PROPOSITION DE PRIX

INSTRUCTIONS : Remplissez ce formulaire de proposition de prix et présentez-le **dans une enveloppe cachetée, sous pli séparé**, en dactylographiant sur l'extérieur de l'enveloppe le nom du proposant, le nom du projet, le numéro de l'invitation de TPSGC et la mention « FORMULAIRE DE PROPOSITION DE PRIX ». La proposition de prix ne doit pas inclure la TPS/TVH.

LE PROPOSANT NE DOIT PAS MODIFIER LE PRÉSENT FORMULAIRE

Titre du projet: PETITS SITES DE PORT HOPE - NOUVEAUX CONTRÔLES DE 450 PROPRIÉTÉS

Nom du proposant :

Cette proposition de prix suit une formule de marché mixte au forfait et à l'unité, englobant l'ensemble des coûts et des dépenses nécessaires pour réaliser les travaux dont la portée est décrite dans l'énoncé des travaux, assurer la gestion et les services professionnels, effectuer les travaux de réparation et de réhabilitation, et fournir les services en conformité à la portée des travaux ici décrits.

Le prix ferme pour ces travaux comprend les frais généraux et le bénéfice, la main-d'œuvre (taux de main-d'œuvre comprenant les heures supplémentaires prévues, le temps de déplacement et les frais de

subsistance, le cas échéant), les matériaux et l'équipement; la gestion; le coût des sous-traitants, l'analyse chimique; le système de transmission de données; la surveillance, les essais et le contrôle de la qualité; les frais divers et de communications; la localisation des services publics enfouis installés; la sécurité et l'installation de clôture; la mobilisation, etc.

Les éléments suivants feront partie du processus d'évaluation.

(A) TÂCHES GÉNÉRALES – PRIX FIXES

Voici les travaux compris dans le volet à prix fixe :

- 1) L'examen des documents de référence et des manuels et procédures d'EACL (figurant à la section 11 de l'énoncé des travaux);
- 2) La préparation des éléments livrables de projet et des plans spécifiques au projet décrits à la section 6.10 de l'énoncé de travaux, notamment le plan de santé et sécurité, le plan de radioprotection, le plan de contrôle et d'assurance de la qualité, le plan de communications, le plan de formation, le plan de gestion et de protection de l'environnement, le plan d'urgence, le plan de sûreté, les procédures normalisées d'exploitation, les rapports de nouveaux contrôles radiologiques des propriétés, le rapport de projet sommaire et les bases de données, les lettres de conformité ou de non-conformité, les mises à jour sur l'avancement du projet, le compte rendu des réunions et l'estimation du type D pour de futurs travaux de réhabilitation;
- 3) L'examen des rapports sommaires sur les propriétés et des plans de travail préliminaires pour de nouveaux contrôles à l'égard des 450 propriétés préparés par les conseillers en examen de dossiers, les questionnaires individuels d'information sur la propriété, la localisation des services publics, les services enfouis, la mobilisation et la démobilisation, la révision des plans de travail préliminaires pour de nouveaux contrôles radiologiques et la préparation de leur version finale à partir de renseignements spécifiques aux propriétés, les activités de gestion, l'obtention des permis, la sécurité et l'installation de clôtures sur le site, la classification finale du type du site, la remise de la propriété à son état d'origine et tous les autres travaux figurant dans l'énoncé des travaux dont ne traite pas le tableau des prix unitaires.

Total partiel pour le volet Tâches générales - articles (A1 à A3) (T1)	\$
---	----

Solicitation No. - N° de l'invitation

EQ447-130640/A

Amd. No. - N° de la modif.

004

Buyer ID - Id de l'acheteur

pw1035

Client Ref. No. - N° de réf. du client

R.023276.307

File No. - N° du dossier

PWL-2-35057

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

(B) TRAVAUX DE NOUVEAUX CONTRÔLES RADIOLOGIQUES SUR LE TERRAIN – INSPECTIONS RADIOLOGIQUES ET ENVIRONNEMENTALES – PRIX UNITAIRE

(Prix en fonction de 450 propriétés à moins d'indication contraire ci-après.)

Solicitation No. - N° de l'invitation
EQ447-130640/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
R.023276.307

Amd. No. - N° de la modif.
004
File No. - N° du dossier
PWL-2-35057

Buyer ID - Id de l'acheteur
pw1035
CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

- 1) 1) Procéder à l'exécution de la phase 1A - examen préliminaire du site, conformément à la section 6.6.1.1 de l'énoncé des travaux (ET).

Article	Section de l'ET	Description	Unité de mesure	Qté est.	Prix par unité	Prix total estimatif
1	6.6.1.1.1	Contrôle du radon à l'intérieur (hiver) de chaque propriété	Chaque	450		\$
2	6.6.1.1.2	Contrôle du rayonnement gamma intérieur et extérieur de chaque propriété	Chaque	450		\$
3	6.6.1.1.3	Contrôle de la contamination des objets et des surfaces de chaque propriété	Chaque	450		\$
4	6.6.1.1.3	Échantillonnage par frottis	Chaque	200		\$
	partiel Total					\$

- 2) Phase 1B - inspection intrusive initiale du sous-sol. Les coûts unitaires des trous de forage devraient également englober les mesures par fluorescence X, la consignation des lectures gamma des carottes et des fonds de trou, toute la documentation, la décontamination de l'équipement de contrôle et l'élimination des déblais de forage. De plus, les coûts unitaires de l'analyse d'échantillon devraient comprendre le transport des échantillons usés du laboratoire jusqu'au bureau d'EACL à Port Hope.

Article	Section de l'ET	Description	Unité de mesure	Qté est.	Prix par unité	Prix total estimatif
5	6.6.1.2 6.6.1.2.1 6.6.1.2.2	Trou de forage de 2 mètres de profondeur	Chaque	1 252		\$
5a	6.6.1.2 6.6.1.2.1 6.6.1.2.2	Trou de forage plus profond que 2 mètre	0,5 m	200		\$
6	6.6.1.2	Analyse chimique d'échantillons de sol pour les quatre paramètres radiologiques caractéristiques	Chaque	3 408		\$
	partiel Total					\$

- 3) Préparation de plans de travail détaillés et d'estimations de coûts pour la phase 1C- Délimitation détaillée de la contamination

Solicitation No. - N° de l'invitation
EQ447-130640/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
R.023276.307

Amd. No. - N° de la modif.
004
File No. - N° du dossier
PWL-2-35057

Buyer ID - Id de l'acheteur
pw1035
CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

Article	Section de l'ET	Description	Unité de mesure	Qté est.	Prix par unité	Prix total estimatif
7	6.6.1.3	Préparation de plans de travail détaillés et d'estimations de coûts pour les sites exigeant une délimitation (C, D et E)	Chaque	36		\$
	partiel	Total				\$

4) Phase 2 - Activités de vérification

Article	Section de l'ET	Description	Unité de mesure	Qté est.	Prix par unité	Prix total estimatif
8	6.6.2	Activités de vérification pour chaque propriété	Each	414		\$
	partiel	Total				\$

** Il est entendu que l'on ne peut pas connaître à l'avance la quantité réelle de propriétés en cause, de trous de forage, de matériaux, d'échantillons, etc. qui seront nécessaires, mais l'on a utilisé un échantillon fondé sur des hypothèses raisonnables aux fins de l'établissement des prix et de l'évaluation des coûts.*

Total partiel des travaux de nouveaux contrôles radiologiques sur le terrain - inspections radiologiques et environnementales – articles (B1 à B4) (T2)	\$
--	----

Solicitation No. - N° de l'invitation

EQ447-130640/A

Client Ref. No. - N° de réf. du client

R.023276.307

Amd. No. - N° de la modif.

004

File No. - N° du dossier

PWL-2-35057

Buyer ID - Id de l'acheteur

pw1035

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

**PRIX TOTAL DE LA SOUMISSION POUR LES NOUVEAUX CONTRÔLES
RADIOLOGIQUES DE 450 PROPRIÉTÉS (T1+T2)**

\$

La partie suivante ne fait PAS partie du processus d'évaluation.

**LES TARIFS HORAIRES SUIVANTS POURRONT ÊTRE UTILISÉS POUR D'ÉVENTUELLES
MODIFICATIONS AU MARCHÉ.**

Responsables

Nom	\$ l'heure
..... \$
..... \$
..... \$
..... \$
..... \$
..... \$
..... \$
..... \$
..... \$
..... \$
..... \$
..... \$
..... \$

Solicitation No. - N° de l'invitation

EQ447-130640/A

Client Ref. No. - N° de réf. du client

R.023276.307

Amd. No. - N° de la modif.

004

File No. - N° du dossier

PWL-2-35057

Buyer ID - Id de l'acheteur

pw1035

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

..... \$

..... \$

FIN DE LA PROPOSITION DE PRIX

Questions et réponses :

1. Pour ce qui est de la section 3.2.5, Examen des dossiers historiques, de l'Énoncé des travaux :

Pourriez-vous fournir des exemples de plans de travail préliminaires des nouveaux contrôles afin d'avoir une idée de ce dont on aura besoin pour créer les plans finals des nouveaux contrôles?

Réponse 1 : Vous trouverez ci-joint le document « Exemple de plan de travail de nouveaux contrôles du site ».

2. Pour ce qui est de la section 6.2, Classification préliminaire des sites, de l'Énoncé des travaux :

Est-ce que l'expression « contrôle du périmètre extérieur reposant sur les données de radon intérieur » renvoie à l'échantillonnage du sol du pourtour des maisons?

Réponse 2 : Oui, c'est exact.

3. Pour ce qui est de la section 6.2, Classification préliminaire des sites, de l'Énoncé des travaux :

Quel est le CN IRPH applicable pour les contrôles radiologiques à l'intérieur?

Réponse 3 : Le CN IRPH applicable pour les contrôles radiologiques est la concentration précisée dans le paragraphe intitulé « Intérieur » de la section 6.6.1.1.2 de l'ET.

4. Pour ce qui est de la section 6.6.1.1, Phase 1A – Examen préliminaire du site de l'Énoncé des travaux :

Veuillez confirmer que la saison hiver 2013 renvoie à la période allant de nov./déc. 2012 à mars/avril 2013.

Réponse 4 : La saison hiver 2013 renvoie à la période allant du 21 décembre 2012 au 20 mars 2013.

5. Pour ce qui est de la section 6.6.1.1, Phase 1A – Examen préliminaire du site de l'Énoncé des travaux :

Veuillez confirmer que l'on ne doit pas produire un double de la mesure du radon à chacun des deux étages.

Réponse 5 : Une mesure du radon est exigée pour chaque étage, soit une mesure par étage.

6. Pour ce qui est de la section 6.6.1.2, Phase 1B – Inspection intrusive initiale du sous-sol (dernier paragraphe), de l'Énoncé des travaux :

Veuillez préciser si l'on doit produire un double des résultats d'analyse pour un échantillon de sol donné. On ne sait pas exactement ce que veut dire : « L'analyse devrait également englober un échantillon de sol en double à tous les dix échantillons ». Comment devrait-on s'y prendre pour produire un échantillon en double?

Réponse 6 : 10 % des échantillons de sol, c'est-à-dire un échantillon à tous les 10 échantillons, seront recueillis, homogénéisés et divisés en deux sur le terrain; les deux parties de l'échantillon divisé seront ensuite analysées par le même laboratoire. De plus, un échantillon à tous les 40 échantillons sera homogénéisé et divisé en deux sous-échantillons; ces sous-échantillons seront analysés par des laboratoires différents.

7. Pour ce qui est de la section 6.6.2, Phase 2 – Activités de vérification , de l'Énoncé des travaux :

Veuillez fournir la version provisoire de la procédure RVSOP.

Réponse 7 : Le document sera publié sur MERX. Il convient de noter que ce document est une version provisoire et que la version définitive sera prête sous peu. Les exigences figurant dans ce document pourraient être différentes de celles de la version définitive. Les soumissionnaires ne devront consulter la version provisoire que dans le but de fournir les coûts. Toute divergence entre la version provisoire et la version définitive sera assujettie à une autorisation de modifications.

8. Dans la *Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité* (LVERS), il est indiqué OUI à la question 6.b) « Le fournisseur et ses employés... auront-ils accès à des zones d'accès restreintes ».

Est-ce que les « zones d'accès restreintes » dont il est question dans la LVERS, signifient la même chose qu'« établissements de travail dont l'accès est réglementé »? Si oui, est-ce que cela signifie que les employés que proposent les soumissionnaires devront avoir obtenu une cote de fiabilité à la date de clôture de la demande de soumissions (demande de propositions, Partie 6 – Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et autres exigences, p. 12 de la demande de proposition)?

Réponse 8 : Dans le cadre de cette demande de soumissions, les expressions « zones d'accès restreintes » et « établissements de travail dont l'accès est réglementé » correspondent toutes les deux aux propriétés résidentielles. Par conséquent, le soumissionnaire doit obtenir une cote de fiabilité à la date de clôture de la demande de soumissions. Les employés proposés par les soumissionnaires, y compris le sous-traitant et ses employés, devront obtenir une cote de fiabilité valide avant d'accéder aux « établissements de travail dont l'accès est réglementé ».

9. Pour ce qui est des exigences relatives à l'autorisation de sécurité :

Pourriez-vous indiquer combien de temps il faudra pour obtenir la cote de fiabilité (pour les personnes auxquelles la DSIC avait déjà accordé une cote de sécurité pour d'autres organisations) après avoir présenté les formulaires nécessaires?

Réponse 9 : Si l'entreprise détient déjà une cote de sécurité en règle accordée par la DSIC, Il faut habituellement 5 jours ouvrables pour l'autorisation de sécurité, sauf si la situation est hors du contrôle de TPSGC.

10. Pour ce qui est de la section 4.2, Organisation de l'équipe de projet, de l'Énoncé des travaux.

Quel est précisément le rôle du conseiller de programme? Est-ce que l'entrepreneur relèvera de TPSGC (conformément au troisième point de la section 4.2) ou est-ce qu'il relèvera du conseiller de programme, conformément à la section 5, Voies de communication?

Réponse 10 : Le conseiller de programme surveillera et coordonnera l'exécution des travaux de nouveaux contrôles, examinera tous les travaux et les éléments livrables et conseillera TPSGC et EACL. L'entrepreneur relèvera du conseiller de programme pour tous les aspects du travail. Le contrat sera conclu entre l'entrepreneur et TPSGC.

11. Pour ce qui est de la section 3.2.5, Examen des dossiers historiques, de l'Énoncé des travaux.

À quelle date prévoit-on avoir terminé l'examen des dossiers historiques des 450 propriétés recensées dans le cadre de ce projet?

Réponse 11 : À l'attribution du contrat de contrôle, on aura terminé l'examen des dossiers historiques des 450 propriétés recensées dans le cadre de ce projet.

12. ***Est-ce que TPSGC peut indiquer de quelle façon les exigences de la Partie 6 s'appliquent aux sous-traitants dans le cadre de ce projet si l'entrepreneur principal détient une cote de sécurité?***

Réponse 12 : Les sous-traitants doivent être enregistrés auprès de la DSIC en tant qu'entité distincte afin qu'ils soient liés à la Couronne, ce qui permettra de garantir que leurs propres employés respecteront les dispositions du contrat en matière de sécurité et afin que la DSIC puisse traiter les demandes d'obtention de la cote de sécurité au niveau fiabilité de leurs employés.

Plus précisément, est-ce que les sous-traitants doivent obtenir une cote de sécurité?

Oui.

Si oui, est-ce qu'ils doivent obtenir la cote de sécurité d'ici la date de clôture de la demande de soumission ou plus tard?

L'obtention de la cote de sécurité ne sera exigée que plus tard.

Est-ce que tous les sous-traitants doivent obtenir une cote de sécurité ou est-ce que cette exigence est établie au cas par cas?

Non, les sous-traitants doivent obtenir une cote de sécurité seulement s'ils doivent avoir accès aux propriétés résidentielles.

Par exemple, est-ce qu'un laboratoire fournissant des services à titre de sous-traitant devra obtenir une cote de sécurité?

Non.

Quel processus doivent suivre les sous-traitants pour obtenir une cote de sécurité, autant pour l'organisation que pour leurs employés?

Veuillez communiquer avec John Von Zuben, chef de la sécurité à TPSGC, 4900, rue Yonge, 10^e étage, 416-512-5968.

- 13. Est-ce que TPSGC peut indiquer le processus à suivre et les exigences à respecter pour l'obtention d'une permission par écrit pour les contrats en sous-traitance? Veuillez vous reporter à la section 3.1 de la Partie 7. Pourriez-vous confirmer si nous devons seulement obtenir une cote de sécurité pour les sous-traitants au niveau organisationnel (c.-à-d. une cote de sécurité pour l'organisation)? Est-ce que les sous-traitant doit également obtenir une cote de sécurité pour leurs employés?***

Réponse 13 : Oui, si leurs employés sont affectés sur le terrain et doivent se rendre dans des propriétés résidentielles. Pour en savoir plus à ce sujet, communiquez avec John Von Zuben.

Dans le cadre de ce projet, est-ce que les Canadiens doivent obtenir une cote de fiabilité?
Oui.

Dans le cas du personnel d'un sous-traitant américain, est-ce qu'il s'agit de la confidentialité niveau 1?

Oui, pour le personnel sur le terrain. Veuillez consulter les renseignements de la clause spéciale sur les contrats accordés en sous-traitance à des entreprises américaines et obtenez des directives de la DSIC.

Si un sous-traitant n'a pas obtenu de cote de sécurité à ce moment-là, est-ce que TPSGC est disposé à agir à titre de parrain pour ce processus? Si oui, veuillez indiquer quelles sont les exigences applicables à ce processus.

Veuillez consulter la section 3.1 de la Partie 7.

- 14. Est-ce qu'on interdira au proposant retenu de présenter une soumission pour ce qui est des prochaines étapes des travaux liés à l'assainissement des petits ou des grands sites effectués dans le cadre de l'Initiative de la région de Port Hope, ou des limitations lui seront-elles imposées à cet égard?***

Réponse 14 : Non.

- 15. Est-ce que le contrat de conseiller en programme a été attribué et si oui, à quelle entreprise?***

Réponse 15 : Oui. Ces renseignements seront fournis au soumissionnaire retenu.

- 16. Le coût de base à la section 6.6.1.2 de l'ET est pour un trou d'au moins deux mètres de profondeur. Est-ce que TPSGC/EACL peuvent indiquer quelle sera la profondeur maximale du trou?***

Réponse 16 : Veuillez fonder votre soumission sur un trou de deux mètres de profondeur. Il est impossible de préciser la profondeur maximale du trou pour l'instant.

Aussi, est-ce que TPSGC/EACL peuvent indiquer quelle est la base de paiement pour un trou de forage plus profond que deux mètres?

Veuillez fournir un prix unitaire pour chaque tranche de 0,5 mètre supplémentaire. Veuillez consulter le tableau révisé de la base de paiement en pièce jointe.

- 17. D'après notre lecture du document, les frais liés à l'élaboration des plans de travail pour la délimitation détaillée de la contamination doivent être inclus dans le prix fixe. Est-ce que TPSGC/EACL peuvent indiquer quelle est la base de paiement prévue pour la mise en oeuvre de ces travaux puisque la portée des travaux est différente en ce qui a trait aux prix unitaires fixes de la phase 1B?***

Réponse 17 : La base de paiement pour la mise en oeuvre des plans de travail de la délimitation détaillée consistera en un prix combiné – les prix unitaires, le cas échéant, comme pour les trous de forage, les frais d'analyse, etc. et un montant forfaitaire pour les autres tâches connexes. Le prix sera présenté à TPSGC aux fins d'approbation et d'acceptation en vue d'effectuer des travaux supplémentaires, au besoin.

- 18. Pour ce qui est de la section 6.6.1.1.2, Contrôle intérieur, si des évaluations plus approfondies sont justifiées parce que le niveau est supérieur au rayonnement naturel (4 à 7 uR/h), est-ce que TPSGC/EACL peuvent indiquer quelle base de paiement sera utilisée pour ces travaux supplémentaires?***

Réponse 18 : Si des évaluations plus approfondies sont justifiées pour les contrôles intérieurs, un plan de travail devra être présenté et sera fondé sur un prix combiné – prix unitaires, le cas échéant, et un montant forfaitaire pour d'autres tâches connexes. Il sera présenté à TPSGC aux fins d'approbation et d'acceptation en vue d'effectuer des travaux supplémentaires, au besoin.

- 19. Pour ce qui est de la section 6.6.1.2 de l'ET, il se pourrait que l'équipement de forage pouvant recueillir des échantillons à deux mètres de profondeur ne soit pas en mesure d'accéder à tous les endroits où des échantillons doivent être pris. Est-ce que TPSGC/EACL pourraient envisager l'utilisation d'autres techniques de forage? Si oui, comment seront-elles intégrées à la base de paiement?***

Réponse 19 : Si des problèmes surviennent sur le terrain, une décision sera prise à ce moment-là au cas par cas.

- 20. TPSGC/EACL ont-ils adopté un SIG particulier, ou encore un logiciel ou certaines normes de gestion des données qui ont été adoptés pour ce contrat, outre ceux précisés à la section 6.9 de l'Énoncé des travaux?***

Réponse 20 : Aucun autre logiciel ni aucune autre technologie n'est nécessaire pour cette partie du projet.

- 21. À la section 6.6.1.1.2 de l'ET, la base de paiement est associée à la réalisation d'un contrôle de propriétés. TPSGC/EACL ont-ils établi une surface foncière qui sera utilisée comme base pour l'établissement des coûts relatifs aux zones intérieures et extérieures qui doivent être contrôlées dans le cadre de ce coût unitaire?***

Réponse 21 : Oui. Des 450 propriétés, 10 ont une superficie supérieure à 5 000 m², et la taille moyenne de la parcelle de ces 10 propriétés est de 18 675 m². Pour les 440 sites restant la taille moyenne de la parcelle est de 947 m². Pour l'ensemble des 450 propriétés, la taille intérieure moyenne du bâtiment est de 267 m².

- 22. À la section 6.6.2 de l'ET, Phase 2- Activités de vérification, est-ce l'intention de TPSGC/EACL que les entrepreneurs fondent leur coût unitaire sur la version préliminaire? Si cela est le cas, comment devra-t-on traiter les changements éventuels figurant dans la version finale au cas où ils affecteraient le coût unitaire?**

Réponse 22 : Veuillez consulter le document ci-joint (commençant par 6.4.3 Sous -point 10a.C). Au cas où il y aurait des changements dans la version finale, les prix seraient négociés au moyen du processus d'Avis de modification proposée.

- 23. À la section 6.10, Éléments livrables, de l'ET – EACL a-t-elle déjà un libellé ou un contenu précis pour la lettre de conformité (6.10.12) ou incombe-t-il à l'entrepreneur de la préparer? L'énoncé des travaux exige que les lettres de conformité soient signées par une personne qualifiée en vertu du Règlement de l'Ontario 153/04. Toutefois, l'ET n'exige pas que le nouveau contrôle soit effectué conformément à d'autres dispositions du Règlement. TPSGC/EACL peuvent-ils nous orienter quant aux attentes envers la personne qualifiée dans le contexte des nouveaux contrôles?**

Réponse 23 : Le libellé de la lettre de conformité doit être produit par l'entrepreneur, en consultation avec le conseiller du programme et TPSGC/EACL. Les travaux associés au contrôle ne seront pas effectué conformément aux autres dispositions du Règlement de l'Ontario 153/04, tel que modifié de temps à autre. La personne qualifiée qui signera la lettre de conformité doit être reconnue par la Province de l'Ontario et posséder la désignation QP ESA.

- 24. Au Tableau 3, dans l'ET – Il semble y avoir un problème de formatage dans ce tableau, qui fait que les responsabilités liées aux divers éléments du projet ne sont pas claires. TPSGC/EACL peuvent-ils clarifier?**

Réponse 24 : La première colonne du tableau 3 renvoie aux responsabilités d'EACL/TPSGC, et la deuxième renvoie aux responsabilités de l'entrepreneur.

- 25. Installations temporaires – TPSGC/EACL peuvent-ils fournir une propriété ou des installations que l'entrepreneur pourra utiliser pour établir un bureau de projet? Dans l'affirmative, TPSGC/EACL peuvent-ils décrire les particularités de toute propriété ou installation fournie par le gouvernement?**

Réponse 25 : EACL n'a pas de propriétés susceptibles d'être fournies à l'entrepreneur. Toutefois, l'entrepreneur pourra trouver, parmi les nombreux emplacements à louer disponibles à Port Hope, un endroit où établir un bureau de projet.

- 26. Documents de référence – Est-il possible d'étudier les documents de référence auxquels on renvoie à la section 8 de l'ET pendant la période de préparation de la proposition?**

Réponse 26 : Oui, à l'exception du rapport sommaire sur les coûts des nouveaux contrôles des petits sites et des coûts de réhabilitation (Small Scale Sites Resurvey and Remediation Trials Cost Assessment Summary Report). Les documents seront affichés en tant que pièce jointe dans MERX.

- 27. La section 6.13 de l'ET indique que la période estimative d'achèvement du projet est de neuf mois. La date de clôture est actuellement fixée au 25 septembre 2012. TPSGC/EACL peuvent-ils fournir une date prévue pour l'attribution du contrat, afin que nous puissions plus facilement planifier les travaux et leur exécution?**

Réponse 27 : La date prévue de l'attribution du contrat est deux semaines après la date de clôture.

- 28. À la section 6.13 de l'ET, sous Calendrier – Le délai pour commencer les travaux sur le terrain est d'une semaine après la présentation des plans du projet. Ce délai ne semble pas tenir compte de la période d'examen de 10 jours allouée à TPSGC et EACL, indiquée à la section 6.12 ni donner de marge pour réviser les plans en y incorporant les commentaires découlant de l'examen. TPSGC/EACL peuvent-ils préciser si les plans des travaux doivent être finalisés avant que le travail sur le terrain ne commence?**

Réponse 28 : Un calendrier d'exécution révisé a été publié par le Canada. Voir ci-dessus.

- 29. À la section 6.13 de l'ET, sous Calendrier – Selon les exigences du calendrier, le travail sur le terrain doit être terminé 12 semaines après le début des travaux sur le terrain. Comme certaines parties de ces travaux devront être exécutées dans des conditions climatiques hivernales, la période allouée pour l'achèvement peut-elle être ajustée pour se plier aux conditions régnant sur le site? Existe-t-il des dates d'achèvement spécifiques auxquelles le travail doit être terminé, telles que la fin de l'exercice financier du gouvernement, ou d'autres?**

Réponse 29 : Un calendrier d'exécution révisé a été publié par le Canada. Voir ci-dessus.

- 30. TPSGC/EACL ont-ils conclu des ententes sur l'accès au site afin de documenter l'entente selon laquelle le personnel de l'entrepreneur peut accéder à chacune des propriétés devant faire l'objet d'un contrôle? Dans l'affirmative, TPSGC/EACL peuvent-ils communiquer les modalités des ententes qui sont pertinentes au travail de l'entrepreneur? Par exemple, les heures ou les jours? Y a-t-il des périodes pendant lesquelles il est interdit de travailler?**

Réponse 30 : Il serait interdit de travailler le dimanche. Du point de vue de l'IRPH, pour les travaux qui génèrent beaucoup de bruit, comme le forage, le travail sur le terrain en soi ne devrait pas commencer avant 8 h et devrait cesser à 19 h. Pour les travaux non bruyants, comme les contrôles intérieurs et extérieurs des rayons gamma, le travail pourrait commencer à 7 h et cesser à 21 h. Toutefois, le propriétaire a le contrôle final des heures de travail et peut spécifier des heures réduites, selon son propre horaire personnel.

31. La section 6.4 de l'ET exige que la version finale des plans de travail des nouveaux contrôles radiologiques soit produite après l'achèvement de la phase 1A - Examen préliminaire du site. TPSGC/EACL peuvent-ils préciser si la version finale des plans de travail des nouveaux contrôles doit suivre le même cycle d'examen que celui indiqué à la section 6.12, car cela ajoutera au moins 10 à 15 jours à la durée du travail sur le terrain? De plus, certains aspects de la Phase 1A exigent une analyse de laboratoire hors-site qui prolongera la durée de cette activité. Cela a-t-il été inclus dans la durée estimative du travail associé aux nouveaux contrôles? TPSGC/EACL peuvent-ils clarifier si tous les éléments de l'examen préliminaire du site de la phase 1A doivent être incorporés dans la version finale des plans de travail des nouveaux contrôles? Dans la négative, quels points doit-on exclure?

Réponse 31 : Un calendrier d'exécution révisé a été publié par le Canada. Veuillez prendre note que, parmi les éléments de l'examen préliminaire du site de la phase 1A, seuls les résultats des inspections de détection du radon de l'hiver ne seront pas incorporés dans la version finale des plans de travail.

32. À la section 6.13 de l'ET, sous Calendrier – S'il est exigé d'achever la délimitation détaillée des contaminants de la phase 1C conformément aux plans de travail indiqués à la section 6.6.1.3, y a-t-il des dispositions visant à prolonger le calendrier du projet afin d'y incorporer ces ajouts à la portée du travail?

Réponse 32 : Un calendrier d'exécution révisé a été publié par le Canada. Voir ci-dessus.

33. Section 6.3 de l'ET - Plans de travail préliminaire des nouveaux contrôles radiologiques – Serait-il possible d'obtenir une copie d'un plan de travail typique, ce qui nous aiderait à planifier le travail et à établir le calendrier de la version finale des plans de travail des nouveaux contrôles radiologiques?

Réponse 33 : Veuillez vous reporter à la question 1 ci-dessus.

34. Dans la DP, à la Partie 6 – Exigences relatives à la sécurité – TPSGC/EACL peuvent-ils définir quels aspects du projet sont considérés être « des renseignements ou des biens de nature protégée ou classifiée ou des établissements de travail dont l'accès est réglementé », pour lesquels les membres de l'équipe du projet devront posséder une autorisation de sécurité de niveau fiabilité?

Réponse 34 : Veuillez vous reporter à la question 8 ci-dessus.

35. L'unité de mesure utilisée dans l'Énoncé des travaux est le microR/h. (microroentgen par heure). L'utilisation du microroentgen ne concorde pas avec l'adoption par le gouvernement fédéral des unités SI pour lesquelles la plupart des critères sont établis (par exemple, toutes les limites réglementaires comparables publiées par la CCSN utilisent des microsieverts). Veuillez confirmer si les instruments et les calculs peuvent utiliser les microsieverts, comptant que la conversion en microroentgen pourra être faite lorsque cette unité devra figurer dans la documentation.

Réponse 35 : Non. Le travail doit être réalisé en microR/h, afin de correspondre au travail actuel et antérieur réalisé par le BGDRFA.

36. À la section 6.6.1.1.2. de l'ET, il est indiqué : « Si l'on effectue dans une pièce quelconque une mesure supérieure au rayonnement naturel (qui se situe habituellement entre 4 et 7uR/h), une évaluation plus approfondie doit être réalisée pour trouver les causes du niveau élevé de rayonnement gamma.... » Veuillez clarifier la procédure à suivre quand des articles communs qui contiennent naturellement de la matière radioactive sont détectés (par exemple certains carreaux de céramique, certains types de verre, la litière à chat, certains types de béton, etc.).

Réponse 36 : L'expert-conseil doit consigner sur les plans et dans le rapport que les mesures supérieures au rayonnement naturel sont liées à des matières radioactives naturelles, en spécifiant ce que sont les objets ou articles.

37. À la section 6.6.1.1.2 de l'ET, il est indiqué que les instruments à utiliser doivent être des enregistreurs de données liées à un système GPS semblables aux instruments indiqués à l'Annexe D. Toutefois, les instruments indiqués à l'Annexe D (modèles de Ludlum 3, 19 et 44-9) ne sont pas des enregistreurs de données et ne sont pas liés à un système GPS. Veuillez clarifier.

Réponse 37 : L'ET énonce que les instruments devant être utilisés doivent produire des mesures semblables à celles du matériel énuméré à l'Annexe D (soit, si la mesure de l'équipement utilisé par EACL pour un objet donné est de 15 microR/h, l'appareil utilisé par l'expert-conseil doit aussi produire une mesure de 15 microR/h pour cet objet).

38. Il n'est pas certain que les signaux GPS soient disponibles à l'intérieur des domiciles. Veuillez clarifier les exigences quant à l'utilisation des systèmes GPS durant les contrôles intérieurs.

Réponse 38 : Pour les contrôles intérieurs, l'expert-conseil doit créer/fournir des plans d'étage à l'échelle indiquant les dimensions pour chacun des étages du bâtiment, et indiquer l'emplacement des mesures prises à chacun des étages.

39. Veuillez clarifier l'exigence pour les contrôles intérieurs, soit « Les plans doivent être à l'échelle et indiquer les cloisons des pièces ». Quel est le niveau de détail et d'exactitude nécessaire pour ces plans?

Réponse 39 : Les plans devraient être exacts selon une marge de +/- 30 cm et devraient indiquer l'emplacement de toutes les mesures prises. Des notes doivent être incluses si nécessaire pour indiquer les objets contenant des matières radioactives naturelles dont le rayonnement est supérieur au rayonnement naturel, les objets dont on suspecte qu'ils contiennent des DRFA historiques, l'emplacement des appareils de détection du radon, etc. Il s'agit essentiellement d'un plan d'étage montrant chaque étage de l'habitation, y compris les cloisons des pièces. Il doit être à l'échelle et indiquer les dimensions.

À la section 6.6.1.2, Phase 1B Inspection intrusive initiale du sous-sol de l'Annexe A, Énoncé des travaux pour les nouveaux contrôles radiologiques des petits sites, il est indiqué :

« L'analyse d'échantillon pour les quatre paramètres caractéristiques devrait être confiée à un laboratoire accrédité par la Canadian Association for Laboratory Accreditation Inc. (CALA) et possédant la capacité d'exécuter des essais spécialisés de radioactivité. L'analyse devrait être réalisée par spectromètre ICP pour les métaux et par spectroscopie gamma pour les composantes radiologiques. Le protocole d'étiquetage des échantillons sera communiqué à l'entrepreneur. »

40. Exigences en matière d'accréditation pour le laboratoire :

Il y a deux organismes d'accréditation au Canada : la CALA et le CCN (Conseil canadien des normes), qui sont tous deux reconnus par l'International Laboratory Accrediting Council (International Laboratory Accreditation Cooperation - ILAC) et adhèrent aux procédures définies dans la norme ISO/IEC 17025. L'accréditation du CCN sera-t-elle donc aussi acceptée, en plus de celle de la CALA, dans le cadre de la présente demande de proposition? Voir ci-joint une lettre conjointe de la CALA et du CCN.

Réponse 40 : Oui.

41. Méthodologie analytique concernant les métaux

Diverses techniques analytiques sont considérées comme équivalentes en ce qui a trait à l'analyse des métaux ciblés dans le sol, comme l'analyse ICP-MS. Veuillez confirmer si d'autres méthodes accréditées sont acceptées.

Réponse 41 : La méthode ICP-MS est celle qui doit être utilisée. Elle est consistante avec les essais effectués précédemment par EACL ainsi qu'avec la méthode utilisée par l'organisme de réglementation pour établir les normes que nous avons adoptées.

42. J'ai examiné les documents fournis et je me vois forcé d'objecter avec véhémence contre le calendrier fourni à l'Annexe A, qui énonce:

Réunion de démarrage : une semaine après l'attribution du marché

Présentation de tous les plans visés par la section 6.10 (articles 1 à 10) : 3 semaines après l'attribution du marché

Début des travaux sur le terrain : 3 semaines après la réunion de démarrage

Achèvement des travaux de nouveaux contrôles radiologiques : 12 semaines après le début des travaux sur le terrain

Ce calendrier ne correspond pas à d'autres parties de la documentation, ne semble pas avoir été établi au moyen de techniques de gestion de projet normalisées et représente un risque significatif pour le projet.

En particulier:

1. À la section 6.10.2, il est dit que « les processus [...] doivent être définis et documentés dans un manuel contrôlé de RP, contenant des documents de procédure à présenter à l'administrateur du programme de RP du BGIRPH pour examen et acceptation au moins trois (3) semaines avant le début des activités radiologiques sur le terrain ». Le calendrier ci-dessus prévoit que le travail sur le terrain commence trois semaines après la réunion de démarrage. Ceci entraîne un calendrier impossible.

2. À la section 6.10.2, il est aussi dit que « Le programme de formation en RP et les qualifications du personnel en RP seront présentés à TPSGC et à l'administrateur du programme de RP d'EACL pour acceptation, en consultation avec le responsable du programme de RP d'EACL, au moins trois (3) semaines avant le début du travail radiologique. » Là encore, cela est impossible selon le calendrier ci-dessus.

3. Je fournis des services contractuels en sécurité radiologique et radioprotection depuis environ 20 ans. Je n'ai jamais vu exiger 10 livrables pour trois semaines après l'attribution du marché. Cela ne donne pas suffisamment de temps pour préparer, examiner et présenter ces documents importants.

4. Il n'y a pratiquement aucun délai entre la présentation des documents et le début du travail sur le terrain. Cela ne donne pas le temps à EACL, à TPSGC et au BGDRFA d'examiner et d'approuver ces documents, comme il est demandé dans l'énoncé des travaux.

5. Le calendrier pour le travail sur le terrain ne donne pas suffisamment de temps pour mobiliser le personnel, fournir la formation nécessaire, ainsi que l'équipement et les uniformes, et effectuer le travail propre aux contrôles. Ce calendrier ne semble pas prendre en compte l'hiver qui s'en vient, l'obtention de l'accès aux propriétés privées, etc.

6. Le calendrier, tel qu'il est présenté, semble être arbitraire. Rien n'indique qu'on a appliqué une méthode de gestion de projet pour l'établir. Ainsi, il ne se fonde pas sur des estimations réalistes du temps nécessaires pour terminer toutes les activités, selon les normes nécessaires, pour que l'achèvement du projet soit un succès.

7. J'ai participé indirectement aux activités d'EACL et du BGDRFA pendant environ 15 ans. Durant cette période, j'ai constaté que de 4 à 8 semaines sont nécessaires pour l'examen des documents et leur approbation ou l'obtention de commentaires. Je ne vois pas ce qui aurait changé et indiquerait qu'un délai plus court quant à l'examen et l'approbation des documents soit possible.

8. Toute tentative de respecter le calendrier fourni aboutira à un travail fait trop vite qui pourrait ne pas entièrement répondre aux besoins du client. Planifier de mobiliser et de déployer les ressources nécessaires pour respecter ce calendrier représente un risque significatif et inutile quant au succès du projet.

Je recommande fortement que le calendrier fourni soit révisé et que le nouveau calendrier soit fondé sur des estimations réelles et réalistes du temps requis pour les diverses activités, et utilise

des méthodes de gestion de projet reconnues pour l'établissement du calendrier. Ce calendrier devra aussi correspondre aux exigences définies dans l'Énoncé des travaux.

Réponse 42 : Un calendrier d'exécution révisé a été publié par le Canada. Voir ci-dessus.

43. Nous avons remarqué qu'à la section 6.6.1.2, Phase 1B Inspection initiale intrusive de l'Annexe A, Énoncé des travaux pour les nouveaux contrôles radiologiques des petits sites, il est dit :

« L'analyse d'échantillon pour les quatre paramètres caractéristiques devrait être confiée à un laboratoire accrédité par la Canadian Association for Laboratory Accreditation Inc. (CALA) et possédant la capacité d'exécuter des essais spécialisés de radioactivité. L'analyse devrait être réalisée par spectromètre ICP pour les métaux et par spectroscopie gamma pour les composantes radiologiques. Le protocole d'étiquetage des échantillons sera communiqué à l'entrepreneur. »

J'aimerais faire remarquer qu'il existe deux organismes d'accréditation équivalents au Canada. Le Conseil canadien des normes (CCN) et la Canadian Association for Laboratory Accreditation Inc. (CALA).

Dans le but d'informer les autorités compétentes de ce fait, la CALA et le CCN ont préparé un avis public conjoint à ce sujet, que j'ai joint aux présentes pour votre information et pour mesures de suivi. En mentionnant seulement un organisme d'accréditation, la demande de proposition, à notre avis, est inutilement contraignante et inconsistente.

Une formulation plus inclusive pour la section 6.6.1.2 en ce qui concerne la référence unique à la CALA serait la suivante:

« L'analyse d'échantillon pour les quatre paramètres caractéristiques devrait être confiée à un laboratoire accrédité par un organisme accréditant signataire d'un accord de reconnaissance mutuelle avec l'ILAC, utilisant les critères et procédures reconnus internationalement qui sont définis dans la norme ISO/IEC 17025 (Prescriptions générales concernant la compétence des laboratoires d'étalonnage et d'essais) et possédant la capacité d'exécuter des essais spécialisés de radioactivité... ».

Réponse 43 : Voir les changements ci-dessus.

44. Dans la DP, à la partie 1, Généralités, Section 2. Consentement à une vérification de la présence d'un casier judiciaire. TPSGC peut-il confirmer que seul le formulaire de consentement doit être joint à la proposition?

Réponse 44 : Oui, le formulaire de consentement est requis et doit être envoyé en même temps que la proposition.

45. Propriété exclusive- Dans la DP, à la partie 1, Généralités, Section 2. Consentement à une vérification de la présence d'un casier judiciaire. En tant que société internationale, nous comptons des membres non-canadiens au sein de notre conseil d'administration. TPSGC peut-il expliquer pourquoi le consentement à la vérification d'un casier judiciaire est requis, en particulier puisqu'aucun des membres du conseil d'administration n'est vraiment susceptible de fournir les services requis. Si l'exigence est maintenue, pourrait-elle se limiter aux membres du Conseil d'administration qui vivent au Canada? De plus, en tant que membres principaux de notre société, ces personnes ont de nombreuses responsabilités et voyagent souvent, et il pourrait être problématiques d'obtenir les consentements (même si l'exigence est limitée au Canada), étant donné la date de clôture du 25 septembre.

Réponse 45 : On examinera les condamnations et les actions pertinentes des fournisseurs établis à l'étranger, tout comme celles des fournisseurs établis au Canada. Une entreprise étrangère dont un administrateur canadien ou non-canadien a été condamné pour une des infractions canadiennes spécifiées ne serait pas admissible à la présentation d'une soumission.

Pour les fournisseurs établis au Canada, la liste des administrateurs doit être complète et comprendre les administrateurs non-canadiens, le cas échéant. Au besoin, ils devront aussi fournir les formulaires de consentement dûment remplis. Dans le cadre du processus actuel, nous n'examinons par les condamnations dans d'autres pays.

46. Dans la DP, à la section 6.4 - Il y a une retenue de 10 % sur le paiement, ce qui n'est pas usuel pour les contrats de services professionnels. TPSGC peut-il confirmer cette exigence? Et si c'est le cas, y a-t-il des dispositions pour une remise partielle des retenues au fur et à mesure que chaque phase de l'activité est terminée?

Réponse 46 : Nous pouvons confirmer qu'une retenue est exigée. Veuillez vous reporter à la section 6.4 de la DP.

47. Pour faire suite à notre demande d'il y a une semaine, nous devons souligner le besoin de recevoir les rapports requis en temps opportun. Nous sommes d'avis qu'afin de répondre aux exigences d'un approvisionnement juste, tous les soumissionnaires potentiels doivent avoir un exemplaire de ces rapports. Nous croyons aussi qu'un ou plusieurs de nos compétiteurs soumissionnant pour cet approvisionnement sont déjà en possession de ces documents, puisqu'ils en étaient les auteurs. Nous voulons être sûrs que vous comprenez que nous avons besoin de suffisamment de temps pour examiner les documents en profondeur et que ce n'est qu'après les avoir examinés que nous pourrions commencer de rédiger notre proposition. Si les documents ne peuvent être fournis en temps opportun, nous devons donc respectueusement demander que la date de clôture soit repoussée, proportionnellement au retard dans la réception des documents. Au cas où vous décideriez de ne pas nous fournir un exemplaire de ces rapports, nous nous sentirions alors si désavantagé que, malheureusement, nous ne pourrions pas produire une soumission concurrentielle.

Réponse 47 : Voir la question 26.

48. Pour ce qui est de la section 6.6.1.2 Phase 1B – Inspection intrusive initiale du sous-sol dans l'Énoncé des travaux :

« L'analyse d'échantillon pour les quatre paramètres caractéristiques devrait être confiée à un laboratoire accrédité par la Canadian Association for Laboratory Accreditation Inc. (CALA) et possédant la capacité d'exécuter des essais spécialisés de radioactivité. »

Il y a d'autres organismes d'accréditation, comme le Conseil canadien des normes (CCN). Par exemple, selon le Règlement de l'Ontario 153/04, les analyses de laboratoire peuvent être réalisées par la CALA, le CCN ou un organismes d'accréditation équivalent (comme indiqué ci-dessous). À des fins d'uniformité avec les capacités et accréditations de laboratoire dans la province de l'Ontario, nous suggérons qu'EACL spécifie que les analyses d'échantillons doivent être effectuées par un laboratoire reconnu par un organisme d'accréditation en particulier en ce qui a trait aux quatre paramètres caractéristiques.

Extrait du **Protocol for Analytical Methods Used in the Assessment of Properties under Part XV.1 of the Environmental Protection Act, Laboratory Services Branch, Ministry of the Environment, March 9, 2004, amended as of July 1, 2011.** (Document disponible en anglais seulement)

"Samples must be submitted to a laboratory that is accredited by an internationally recognized accreditation body [e.g., Standards Council of Canada (SCC), or Canadian Association for Laboratory Accreditation (CALA)] in accordance with the International Standard ISO/IEC17025:2005 – General Requirements for the Competence of Testing and Calibration Laboratories. Accreditation ensures that laboratories maintain a comprehensive documented quality system consistent with good analytical practice. Accreditation establishes a consistent basis for acceptable quality among analytical laboratories and ensures they adopt a satisfactory quality system to carry out sample analysis."

Réponse 48 : Voir question 43.

49. Pour ce qui est de la section 6.6.1.1.1 Contrôle du radon intérieur (radon d'hiver seulement) de l'énoncé des travaux :

La DP ne spécifie pas combien de temps les détecteurs doivent rester dans les bâtiments et les maisons avant d'être retirés?

Réponse 49 : 30 jours

Combien de temps devrions-nous compter pour la réception des résultats des mesures une fois que nous aurons envoyé les appareils de mesure du radon à RSSI ?

De 2 à 3 semaines pour l'analyse, une fois que les détecteurs auront été reçus.

Les mesures à chaque emplacement doivent-elles être faites en double?

Les mesures du radon sont requises à chaque étage, une mesure par étage.

50. Pour ce qui est de l'Annexe B, Base de paiement, du document de la DP :

Sur quoi s'est-on basé pour estimer le nombre de trous de forage à 1 252 et le nombre de site pour délimitation à 36? Quelle est la fourchette de valeurs attendue?

Réponse 50 : Le nombre de 1 252 est fondé sur notre meilleure estimation selon le nombre de site approximatif ayant des classifications variées, soit A, B, C, D et E.

Le nombre de 36 est fondé sur notre meilleure estimation du nombre de propriétés qui pourraient devoir nécessiter une délimitation complète.

51. Pour ce qui est de l'Annexe E - Critères d'évaluation, dans la DP:

Veillez nous fournir les critères d'évaluation et/ou une date fixe à laquelle ils seront fournis, afin que nous puissions préparer notre proposition conformément à la Section I : Soumission technique, de la DP.

Réponse 51 : Voir la modification précédente à la demande de soumission.

52. Pour ce qui est de la Section 8.0 - Documents de référence, de l'Énoncé des travaux

Veillez fournir les documents de référence indiqués dans la section 8.0 de l'Énoncé des travaux.

***Veillez aussi fournir le Plan de santé et sécurité au travail
(Document 4500-510400-PLA-001)***

Réponse 52 : Voir la question 26.

53. Pour ce qui est de la Partie 5, section 1.0 - Attestations pour le Code de conduite, dans la DP

Veillez nous dire si cela s'applique au soumissionnaire et à ses sous-traitants ou seulement au soumissionnaire.

Réponse 53 : Cela s'applique au soumissionnaire.

54. Dans l'ET, la section 6.10 indique que l'utilisation de Primavera est une exigence pour l'établissement du calendrier. TPSGC/EACL sont-ils ouverts à l'utilisation d'un autre logiciel d'établissement de calendrier, ou l'utilisation de Primavera est-elle obligatoire?

Réponse 54 : Primavera est de loin le logiciel préféré. Microsoft Project serait le deuxième choix de logiciel de projet.

55. Dans l'ET : l'Annexe E, Critères d'évaluation, n'a pas encore été publiée. Comme il s'agit d'un élément critique pour la proposition, nous aimerions demander que le délai pour la présentation des soumissions soit reporté à trois semaines après la publication de l'Annexe E.

Réponse 55 : Nous examinons actuellement votre demande.

56. Dans l'ET, le Tableau 3 fait référence à un plan de travail du projet dans la colonne des tâches principales/éléments livrables. Ce document n'est toutefois pas identifié dans la liste des éléments livrables de la section 6.10. TPSGC/EACL peuvent-ils confirmer qu'il s'agit d'un élément livrable dans le cadre de ce contrat?

Réponse 56 : Le Plan de travail du projet n'est pas un élément livrable, il doit être soumis dans le cadre de la présentation de la soumission. Voir le changement ci-dessus.

57. Dans l'ET, la Section 6.12 fournit les échéances pour l'examen des « présentations officielles d'éléments livrables », dans la liste des responsabilités de TPSGC. Ce dernier peut-il confirmer que la section 6.10 est considérée comme représentant la liste des « présentations officielles d'éléments livrables »?

Réponse 57 : Oui, la section 6.10 fournit la liste des présentations officielles d'éléments livrables dans le cadre de l'exécution du projet.

58. Dans l'ET, à la section 6.10, le point 17 des éléments livrables exige une « Estimation du type D des coûts, du niveau d'effort et du temps estimatif requis pour mener à bien les travaux de remise en état pour chaque propriété ». TPSGC/EACL peut-il nous donner le nombre de sites qui devraient avoir besoin d'être réhabilités à titre de base pour l'établissement d'un prix pour cet élément du projet?

Réponse 58 : Prévoir 36 sites, comme il est indiqué à la page 22 de la DP.

59. Dans l'ET, à la section 6.3 Plan de travail préliminaire des nouveaux contrôles radiologiques – Ce plan (ou toute autre information fournie par TPSGC) comprendra-t-il une carte de base qui pourra servir de base pour documenter les résultats du contrôle? Si cela est le cas, dans quel format sera-t-elle disponible?

Réponse 59 : Un fichier, ou jusqu'à six fichiers peuvent être fournis dans le format AutoCad version 11 format. Tous les autres formats sont possibles et peuvent faire l'objet de discussions après l'attribution du contrat.

60. Dans l'ET - Calendrier (page 43 du document pdf) – TPSGC a-t-il l'intention d'incorporer la Phase 1C - Délimitation détaillée de la contamination dans les échéances, comme il est indiqué?

Réponse 60 : Oui, un calendrier révisé a été publié. Voir ci-dessus.

61. Dans l'ET, à la section 6.10.10 Rapport de nouveaux contrôles radiologiques d'une propriété, est-ce l'intention de TPSGC que la présentation de ce rapport suive la délimitation détaillée de la contamination? Si cela est le cas, y a-t-il un élément livrable requis à l'achèvement de la Phase 1B?

Réponse 61 : Seul un rapport par propriété sera exigé. Toutefois, s'il est déterminé après les essais initiaux qu'il faut une autre délimitation, un plan de travail sera requis, comprenant un sommaire des données collectées, l'analyse des résultats, le travail de délimitation proposé, dont la justification, les coûts et le calendrier d'exécution. Un rapport sera préparé à la fin du travail de délimitation.

62. Renvoi à l'ET, section 6.6.1.2 - Combien de temps devons-nous conserver les échantillons de sol?

Réponse 62 : Jusqu'à la fin du projet, après cela ils devront être envoyés au bureau d'EACL à Port Hope.

63. Dans la DP, à la page 22, au point 6.6.1.2 - Le coût unitaire de l'analyse de laboratoire inclut-il tous les échantillons d'AQ/CQ?

Réponse 63 : Les échantillons d'AQ/CQ sont inclus dans la quantité estimée figurant à la page 22 de la DP.